



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/308 ✓
S/21352
11 juin 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 35 de la liste préliminaire*
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 6 juin 1990, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un message daté du 22 mai 1990, adressé par M. Václav Havel, Président de la République fédérale tchèque et slovaque, à M. Chedli Klibi, Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 35 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Eduard KURAN

* A/45/50.

ANNEXE

Message daté du 22 mai 1990, adressé au Secrétaire général de
la Ligue des Etats arabes par le Président de la République
fédérale tchèque et slovaque

Permettez-moi de vous remercier de la lettre que vous m'avez adressée vers la fin du mois d'avril et que j'ai reçue avant de me rendre en visite officielle en Israël. Sans doute savez-vous que la Tchécoslovaquie a décidé en février dernier de rétablir ses relations diplomatiques avec Israël. Des décisions analogues ont aussi été prises, ou le seront vraisemblablement bientôt, par d'autres pays d'Europe de l'Est qui, après des dizaines d'années d'oppression, se sont désormais engagés sur la voie de la liberté et de la démocratie. Ce faisant, mon propre pays renoue avec sa longue tradition d'amitié avec Israël et le peuple juif. La rupture forcée des relations diplomatiques qui a eu lieu dans le passé a toujours été considérée par notre peuple comme une mesure malavisée et peu judicieuse.

Toutefois, cela ne veut certainement pas dire que nous désirons opérer un revirement complet de notre politique étrangère en ce qui concerne le Moyen-Orient. Nous souhaitons dorénavant mener une politique équilibrée à l'égard tant des pays arabes qu'Israël. Nous voulons apprendre à mieux connaître et à mieux comprendre le monde entier. Nous voulons aussi maintenir nos relations traditionnellement d'amitié avec les nations arabes, y compris le peuple palestinien.

C'est dans cet esprit que j'ai eu en Israël et, avant cela, à Prague, avec l'éventail le plus large possible de représentants des milieux politiques israéliens, des entretiens qui ont toujours été consacrés pour l'essentiel à l'examen des possibilités d'instaurer la paix au Moyen-Orient et non - comme on aurait pu s'y attendre - à celui de nos relations bilatérales. Le développement de ces dernières dépend justement, à mon avis, de l'avènement de la paix dans la région, qui se produira inévitablement un jour.

C'est pour la même raison que j'ai invité Yasser Arafat à Prague et que j'ai rencontré dans la partie Est de Jérusalem des représentants des milieux politiques palestiniens. J'ai cherché à organiser également une brève réunion avec M. Moubarak, Président de l'Egypte, mais nous n'avons pu jusqu'à présent trouver une date qui nous convienne à tous deux.

Je suis parfaitement conscient de la gravité de la situation au Moyen-Orient. Il faudra, pour résoudre tous les problèmes qui se sont accumulés, mener ensemble une action d'envergure qui prendra beaucoup de temps. Cependant, un certain nombre de questions demandent à être traitées immédiatement. C'est dans cette optique que j'ai, par exemple, demandé aux autorités israéliennes de rouvrir les universités des territoires occupés. J'ai protesté contre la violence et les violations des droits individuels de la population palestinienne des territoires occupés et je le ferai de nouveau si j'en apprends de nouvelles. A maintes reprises, que ce soit au cours de ma visite en Israël ou à Prague, j'ai affirmé qu'il fallait octroyer aux Palestiniens le droit à une patrie et qu'il fallait établir un dialogue entre Israël et les Palestiniens, ce dont le "Plan Baker" pourrait constituer un bon point de départ.

Cela dit, je suis persuadé que, nonobstant les efforts louables déployés par Yasser Arafat, la partie arabe, elle aussi, devrait faire un pas dans ce sens. Elle pourrait, par exemple, revoir sa position en ce qui concerne la résolution de l'ONU de 1975, mentionnée dans votre lettre et qui assimile le sionisme au racisme. Personnellement, je ne puis accepter le libellé de cette résolution dans la mesure où sa teneur ne correspond pas à la réalité. De même, j'estime que les déclarations faites récemment par le Président de l'Iraq ne sont pas non plus de nature à promouvoir un règlement pacifique du conflit au Moyen-Orient.

Vous avez également écrit, en évoquant l'afflux de Juifs venus d'Union soviétique, qu'Israël modifiait délibérément la structure démographique des territoires occupés. Il s'agit là d'une question particulièrement délicate tant en ce qui concerne les intérêts vitaux des Palestiniens que pour ce qui est de la politique israélienne, telle qu'elle est appliquée jusqu'ici. Permettez-moi de m'expliquer brièvement à ce sujet. A l'instar d'autres pays de l'Europe de l'Est, nous avons nous aussi été sollicités à plusieurs reprises pour participer à l'organisation du passage en transit des Juifs soviétiques se rendant en Israël. A cet égard, j'ai souligné à maintes reprises que nous reconnaissons le droit de chacun à émigrer et à s'installer dans le pays de son choix et que nous sommes moralement tenus de promouvoir ce droit. Cela dit, j'ai aussi souligné souvent que nous sommes catégoriquement opposés à toute modification démographique imposée, en particulier dans les territoires occupés. Ainsi, nous sommes d'avis que, pour que nous participions à l'organisation du passage en transit des Juifs soviétiques, il faudrait que le Gouvernement israélien nous donne l'assurance que les nouveaux immigrants ne seraient pas installés dans les territoires occupés.

Je sais que tous ces problèmes seront examinés lors du prochain sommet arabe. Je sais également que vos délibérations risquent de se dérouler dans une atmosphère alourdie par le tragique massacre récemment perpétré et la nouvelle vague de violence qu'il a entraînée en Israël et, en particulier, à Gaza. Néanmoins, j'ai bon espoir que le sommet sera l'un des événements historiques qui engageront vos peuples et le peuple israélien dans la voie de la coexistence pacifique et du respect mutuel, unique moyen de résoudre la crise dans cette région du monde. Je vous souhaite de tout coeur plein succès dans vos travaux.
